

Ministère des Affaires économiques

Valeur des formules de variation des prix du gaz de la distribution publique pour le mois de février 1991, p. 2857.

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 2857. — Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms. Publications, p. 2858. — Direction du Moniteur belge. Brochures et tirés à part, p. 2858.

Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique

Circulaire n° 339 du 24 décembre 1990. Objet : Informations relatives à l'exécution de la circulaire n° 328 du 1er mai 1990 relative aux procédures d'organisation de rencontres entre les dirigeants de la Fonction publique administrative du pouvoir central, p. 2859.

Ministère de la Santé publique et de l'Environnement

Approbation d'un type d'appareils à usage médical de radiations ionisantes, en application de l'article 51.1. de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes, p. 2860.

Ministère de la Défense nationale

Recrutement d'un chargé de cours pour les besoins de l'Ecole royale militaire, avenue de la Renaissance 30, à 1040 Bruxelles, p. 2860.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Dépôt de conventions collectives de travail, p. 2861.

Ministerie van Economische Zaken

Waarde van de variatieformules van de prijzen van het gas van de openbare verdeling voor de maand februari 1991, bl. 2857.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 2857. — Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen. Bekendmakingen, bl. 2858. — Bestuur van het Belgisch Staatsblad. Brochures en overdrukken, bl. 2858.

Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt

Omzendbrief nr. 339 van 24 december 1990. Betreft : Informatie in verband met de uitvoering van omzendbrief nr. 328 van 1 mei 1990 betreffende de procedures voor de organisatie van bijeenkomsten van leidinggevende ambtenaren van het Administratief Openbaar Ambt van de centrale overheid, bl. 2859.

Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu

Goedkeuring van een type van toestellen voor medisch gebruik van ioniserende stralingen, in toepassing van artikel 51.1. van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, bl. 2860.

Ministerie van Landsverdediging

Werving van een docent ten behoeve van de Koninklijke Militaire School, Renaissancelaan 30, te 1040 Brussel, bl. 2860.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten, bl. 2861.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS — WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

F. 91 — 377

11 JANVIER 1991. — Loi remplaçant l'article 179, § 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'article 179, § 2, de la loi du 8 août 1980, relative aux propositions budgétaires 1979-1980, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. 1º Il est constitué un organisme public, dénommé Organisme national des Déchets radioactifs et des Matières fissiles enrichies (ONDRAF). Cet Organisme est doté de la personnalité juridique. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres le lieu d'établissement de l'Organisme, les principes de son fonctionnement, la composition de ses organes délibératifs et exécutifs, le mode de nomination des personnes appelées à y siéger, sa représentation en justice ainsi que l'organisation de son contrôle administratif.

2º En vue de garantir et d'assurer la protection des travailleurs, de la population et de l'environnement et sans préjudice de la responsabilité juridique et financière des producteurs de déchets, l'organisme est chargé de la gestion de tous les déchets radioactifs, quelles que soient leur origine et leur provenance, ainsi que de

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 91 — 377

11 JANUARI 1991. — Wet ter vervanging van artikel 179, § 2, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Artikel 179, § 2, van de wet van 8 augustus 1980, betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. 1º Er wordt een openbare instelling opgericht, Nationale Instelling voor Radioactief Afval en Verrijkte Splijtstoffen (NIRAS) genoemd. Deze Instelling krijgt de rechtspersoonlijkheid. De Koning bepaalt bij een in Ministeraat overlegd besluit de vestigingsplaats van de instelling, de werkingsbeginnen ervan, de samenstelling van haar beraadslagende en uitvoerende organen, de benoemingswijze van de personen die erin zetelen, de vertegenwoordiging ervan in rechte evenals de organisatie van het administratief toezicht erop.

2º Met het doel de bescherming van de werknemers, de bevolking en het leefmilieu te waarborgen en te verzekeren en onvermindert de juridische en financiële verantwoordelijkheid van de afvalproducten, wordt de Instelling belast met het beheer van al het radioactief afval, van welke oorsprong of herkomst het ook zij, evenals met

(1) Voir note à la page suivante.

(1) Zie noot volgende bladzijde.

certaines missions dans le domaine de la gestion des matières fissiles enrichies, des matières plutonifères, des combustibles irradiés, et de la dénuclearisation des installations nucléaires désaffectées.

3^e L'Organisme ne pourra gérer des déchets d'origine étrangère qu'après avoir reçu l'accord de son autorité de tutelle.

4^e Les missions relatives aux déchets radioactifs comprennent le transport en dehors des installations, le traitement et le conditionnement pour les producteurs qui ne disposent pas d'équipements agréés à cette fin par l'Organisme, l'entreposage en dehors des installations et l'évacuation, ainsi que la collecte et l'évaluation de toutes les informations nécessaires à l'exécution des missions précitées.

5^e Le Roi détermine les conditions auxquelles l'Organisme pourra agréer les équipements destinés au traitement et au conditionnement visés à l'alinéa précédent ainsi que les modalités de recours.

6^e Les missions relatives aux matières fissiles enrichies, aux matières plutonifères et aux combustibles irradiés sont le transport, en dehors des installations, des matières fissiles enrichies et plutonifères en quantités et en taux d'enrichissement dépassant les limites définies par le Roi, l'entreposage en dehors des installations des matières plutonifères excédentaires par rapport aux besoins opérationnels de l'installation, l'entreposage, en dehors des installations, de combustible irradié ou de combustible neuf pour lequel aucun usage n'est prévu, ainsi que la collecte et l'évaluation de toutes les informations nécessaires à l'exécution des missions précitées.

7^e Les missions relatives au déclassement sont la collecte et l'évaluation de toutes les informations permettant à l'Organisme d'établir les programmes de gestion relatifs aux déchets qui en résulteront, l'accord sur le programme de déclassement des installations contaminées, ainsi que l'exécution de ce programme à la demande de l'exploitant ou en cas de défaillance de celui-ci.

8^e L'Organisme peut faire toutes les opérations nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet.

Il peut notamment passer toutes conventions, emprunter, subroger des tiers dans ses créances, céder celles-ci ou en disposer de toute autre manière, accepter tous arrangements même concordataires, transiger et compromettre, abandonner toutes créances et sûretés, renoncer à tous recours et conclure des conventions d'arbitrage.

9^e L'ensemble des coûts liés aux activités de l'Organisme, en compris les coûts de ses opérations de recherche, de développement et de démonstration, et les coûts à long terme, seront mis à charge des sociétés, organismes, institutions ou personnes au bénéfice desquels l'Organisme effectuera ses prestations. Ces coûts, évalués à prix de revient, seront répartis entre les bénéficiaires des prestations et proportionnellement à celles-ci, en fonction de critères objectifs.

10^e Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, réglementer les modalités de financement des activités de l'Organisme selon les principes énoncés à l'alinéa précédent.

(1) Session ordinaire 1989-1990.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1131/1. — Amendements, n° 1131/2 à 1131/5. — Rapport fait au nom de la Commission de l'Economie et de la Politique scientifique par M. Vandebosch, n° 1131/6.

Amendements, n° 1131/7. — Rapport complémentaire fait au nom de la Commission de l'Economie et de la Politique scientifique par M. Dumez, n° 1131/8.

Projet amendé par le Sénat, n° 1131/9. — Rapport fait au nom de la Commission de l'Economie et de la Politique scientifique par M. Dumez, n° 1131/10.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 3 juillet 1990. — Adoption. Séance du 18 décembre 1990.

Senat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1021/1. — Texte adopté par la Commission, n° 1021/2.

Amendements, n° 1021/3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 22 novembre 1990.

bepaalde opdrachten op het gebied van het beheer van verrijkte spijltstoffen, plutoniumhoudende stoffen, bestraalde spijltstoffen, en van de denuclearisatie van de buiten dienst gestelde installaties.

3^e De Instelling zal slechts afval van buitenlandse oorsprong mogen beheren na instemming te hebben bekomen van haar voogdijoverheid.

4^e De opdrachten betreffende het radioactief afval omvatten het vervoer buiten de installaties, de verwerking en de conditionering voor de producenten die niet over daartoe door de Instelling erkende uitrusting beschikken, de opslag buiten de installaties en, de berging, evenals de verzameling en de evaluatie van elke informatie die nodig is voor de uitvoering van de bovengenoemde opdrachten.

5^e De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de Instelling de in het vorige lid bedoelde uitrusting bestemd voor verwerking en conditionering kan erkennen evenals de voorwaarden van verhaal.

6^e De opdrachten betreffende verrijkte spijltstoffen, plutoniumhoudende stoffen en bestraalde spijltstoffen omvatten het vervoer buiten de installaties, van de verrijkte en plutoniumhoudende spijltstoffen in een hoeveelheid die en met een verrijkingspercentage dat de door de Koning bepaalde grenzen overschrijdt, de opslag buiten de installaties, van de ten opzichte van de operationele behoeften van de installatie overtuigende plutoniumhoudende stoffen, de opslag buiten de installaties, van bestraalde spijltstof of nieuwe spijltstof waarvoor geen enkel gebruik is voorzien, evenals de verzameling en de evaluatie van elke informatie die nodig is voor de uitvoering van de bovengenoemde opdrachten.

7^e De opdrachter betreffende de ontmanteling omvatten de verzameling en de evaluatie van elke informatie waarmee de Instelling beheersprogramma's kan opstellen inzake het afval dat eruit zal voortspruiten, het akkoord over het programma voor ontmanteling van de besmette installaties, evenals de uitvoering van dit programma op aanvraag van de exploitant of in geval van tekortkoming van deze laatste.

8^e De Instelling mag alle tot het verwezenlijken van haar doel nodige of nuttige verrichtingen doen.

Zij kan met name alle overeenkomsten sluiten, leningen aangaan, derden in haar vorderingen subrogeren, deze cederen of er anders over beschikken, alle schikkingen, zelfs voorstellen tot concordaat, aannemen, dadingen en compromissen aangaan, alle schuldverdragen en zekerheden overlaten, van welk verhaal ook afzien en arbitrage-overeenkomsten sluiten.

9^e Alle kosten verbonden aan de activiteiten van de Instelling, de kosten van haar operaties voor onderzoek, ontwikkeling en demonstratie en de kosten op lange termijn inbegrepen, zullen worden ten laste gelegd van de maatschappijen, organismen, instellingen of personen waarvoor de Instelling haar prestaties verricht. Deze kosten, geraamd tegen kostprijs, zullen worden verdeeld tussen de begünstigden van de prestaties en naar verhouding ermee, rekening houdend met objectieve criteria.

10^e De Koning kan, bij in de Ministerraad overlegd besluit, in overeenstemming met de in het vorige lid genoemde principes, de financieringsvooraarden van de activiteiten van de Instelling reglementeren.

(1) Gewone zitting 1989-1990.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp van wet, nr. 1131/1. — Amendementen, nrs. 1131/2 tot 1131/5. — Verslag namens de Commissie voor het Bedrijfsleven en het Wetenschapsbeleid uitgebracht door de heer Vandebosch, nr. 1131/6.

Amendementen, nr. 1131/7. — Aanvullend verslag namens de Commissie voor het Bedrijfsleven en het Wetenschapsbeleid uitgebracht door de heer Dumez, nr. 1131/8.

Ontwerp gewijzigd door de Senaat, nr. 1131/9. — Verslag namens de Commissie voor het Bedrijfsleven en het Wetenschapsbeleid uitgebracht door de heer Dumez, nr. 1131/10.

Parlementaire Handelingen. — Besprekking. Vergadering van 3 juli 1990. — Aanname. Vergadering van 18 december 1990.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1021/1. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1021/2.

Amendementen, nr. 1021/3.

Parlementaire Handelingen. — Besprekking en aanneming. Vergadering van 22 november 1990.

Dans le but de garantir l'équilibre financier de l'Organisme, le Roi est autorisé à inclure dans le coût des prestations une quote-part destinée à constituer des provisions pour pallier la faillite ou l'insolvenabilité éventuelle de certains producteurs, et ce à concurrence d'un maximum de 5 % du coût des prestations.

11° Il est fait annuellement rapport aux Chambres législatives sur les activités et le financement de l'Organisme, ainsi que sur la manière dont la population est informée, à propos des domaines d'activité de l'Organisme.

12° La représentation des Régions dans les différents organes d'administration et de gestion de l'Organisme est réglée conformément à la disposition de l'article 92ter de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,
W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
E. DEWORME

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET -

Met het doel het financiële evenwicht van de Instelling te waarborgen kan de Koning in de kosten van de prestaties een aandeel insluiten om een provisie te vormen om het eventuele faillissement of onvermogen van bepaalde producenten te ondervangen, en dit tot een maximum van 5 % van de kosten van de prestaties.

11° Jaarlijks wordt er verslag uitgebracht bij de Wetgevende Kamers over de activiteiten en de financiering van de Instelling, evenals over de wijze waarop de bevolking over de activiteitsdomeinen van de Instelling voorgelicht wordt.

12° De vertegenwoordiging van de Gewesten in de verschillende bestuurs- en beheersorganen van de Instelling wordt geregeld overeenkomstig het bepaalde in artikel 92ter van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,
W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,
E. DEWORME

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

F. 91 — 378

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisation

RAPPORT AU ROI

1. Introduction

D'études effectuées sur les réglementations étrangères, il ressort que les critères retenus pour déterminer les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisation ont évolué dans le temps et que notamment les éléments de calcul des canalisations, dont ceux de l'épaisseur des tubes, ont dû être adaptés.

La conception actuellement appliquée en Europe tend vers une sécurité accrue à l'égard de l'environnement par un renforcement de la surveillance et des contrôles durant la construction et l'exploitation des canalisations et, notamment en RFA, par l'existence d'une « zone réservée » de part et d'autre de la canalisation dont la largeur est fonction du diamètre.

2. Réglementation actuelle

La conception de la réglementation existante est basée sur le fait qu'un pipeline calculé, construit et exploité suivant les critères de la localisation la moins astreignante est intrinsèquement en sécurité pour la pression de service prévue.

A partir de cet élément, l'appréciation du calcul d'établissement et des critères d'exploitation d'une installation de transport de gaz a été basée sur l'importance de l'activité dans l'environnement de ladite installation, notamment la densité de la population, mais en n'assurant pas une prévention active dans le cadre de l'exploitation de l'installation.

La concrétisation de cette appréciation consiste à fixer des mesures statiques additionnelles à prendre. L'une de ces mesures est de diminuer le niveau de sollicitation de l'acier, intervenant dans la formule de calcul de l'épaisseur des tubes, en fonction de l'augmentation de la densité de population relevée.

N. 91 — 378

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen

VERSLAG AAN DE KONING

1. Inleiding

Uit het onderzoek van buitenlandse reglementeringen is gebleken dat de criteria die voor de bepaling van de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen aangenomen worden, in de loop der tijd geëvolueerd zijn en dat met name de berekeningsfactoren van de leidingen, waaronder deze van de dikte der buizen, moesten worden aangepast.

Bij het ontwerpen van een leiding wordt thans in Europa gestreefd naar een toename van de veiligheid ten overstaan van de omgeving door een versterking van het toezicht en de controles bij de aanleg en bij de exploitatie van de leidingen en wordt, met name in de Duitse Bondsrepubliek, aan weerskanten van de leiding in een voorbehouden zone voorzien, waarvan de breedte afhangt van de diameter van de leiding.

2. Huidige reglementering

De conceptie van de bestaande reglementering is gebaseerd op het feit dat een pijpleiding die berekend, aangelegd en uitgebaat wordt volgens de criteria van de minst belastende plaatsing, intrinsiek veilig is voor de voorziene bedrijfsdruk.

Uitgaande van dit gegeven wordt de berekening van de aanleg en van de exploitatiecriteria van een gasvervoerinstallatie geëvolueerd op basis van het belang van de activiteiten die zich afspeLEN in de omgeving van de installatie, in het bijzonder de bevolkingsdichtheid; hierbij wordt echter niet in een actieve preventie voorzien in het raam van de exploitatie van de installatie.

De concretisering van deze beoordeling bestaat erin bijkomende statische te treffen maatregelen vast te leggen. Eén ervan heeft tot doel het belastingsniveau van het staal te verlagen in de formule van de berekening van de dikte van de buizen, in functie van de toename van de gemeten bevolkingsdichtheid.